

Sous le haut patronage de
Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République française

Sous le haut patronage
du Parlement européen

Les 19^e Assises nationales de l'économie circulaire

Prévention, production,
consommation... et gestion des déchets

**DOSSIER
DE PRESSE**

Nantes

Cité des Congrès

30 septembre

1^{er} octobre 2026



Assises nationales
des déchets
et de l'économie
circulaire

assises-dechets.org



Édito

Pendant longtemps, les déchets ont été considérés comme un sujet essentiellement technique : collecte, traitement, conformité réglementaire. Cette lecture ne suffit plus. Derrière les flux de matières se jouent désormais des questions beaucoup plus structurantes : notre capacité à sécuriser certaines ressources, à maintenir des capacités industrielles en Europe, à réduire notre dépendance aux importations ou encore à absorber les chocs économiques et géopolitiques qui fragilisent les chaînes d'approvisionnement.

L'économie circulaire s'inscrit aujourd'hui au cœur de ces équilibres. La capacité à réemployer, réparer, recycler ou réincorporer des matières recyclées dans les chaînes de production devient progressivement un enjeu industriel et stratégique. Les débats européens autour du *Circular Economy Act* ou du *Clean Industrial Deal* traduisent d'ailleurs cette évolution : il ne s'agit plus seulement de mieux gérer les déchets, mais bien de repenser les conditions de production, d'accès aux ressources et de compétitivité dans un contexte de fortes tensions économiques et énergétiques.

Dans le même temps, les attentes des citoyens évoluent rapidement. Les questions liées à l'impact environnemental des produits, à la qualité de l'eau, à la gestion des plastiques ou à la transparence des filières occupent une place croissante dans le débat public. Cette évolution appelle davantage de pédagogie, de clarté scientifique et de solutions concrètes, loin des oppositions simplistes. Les collectivités locales, qui assurent une part essentielle de la mise en œuvre opérationnelle de ces politiques, doivent quant à elles composer avec des responsabilités croissantes et des équilibres budgétaires de plus en plus contraints. Jamais les enjeux liés aux déchets et à l'économie circulaire n'auront été aussi transversaux.

C'est dans ce moment particulier que s'inscrit l'édition 2026 des Assises nationales des déchets et de l'économie circulaire.



Pierre-Yves Burlot
© Laurine Paumard

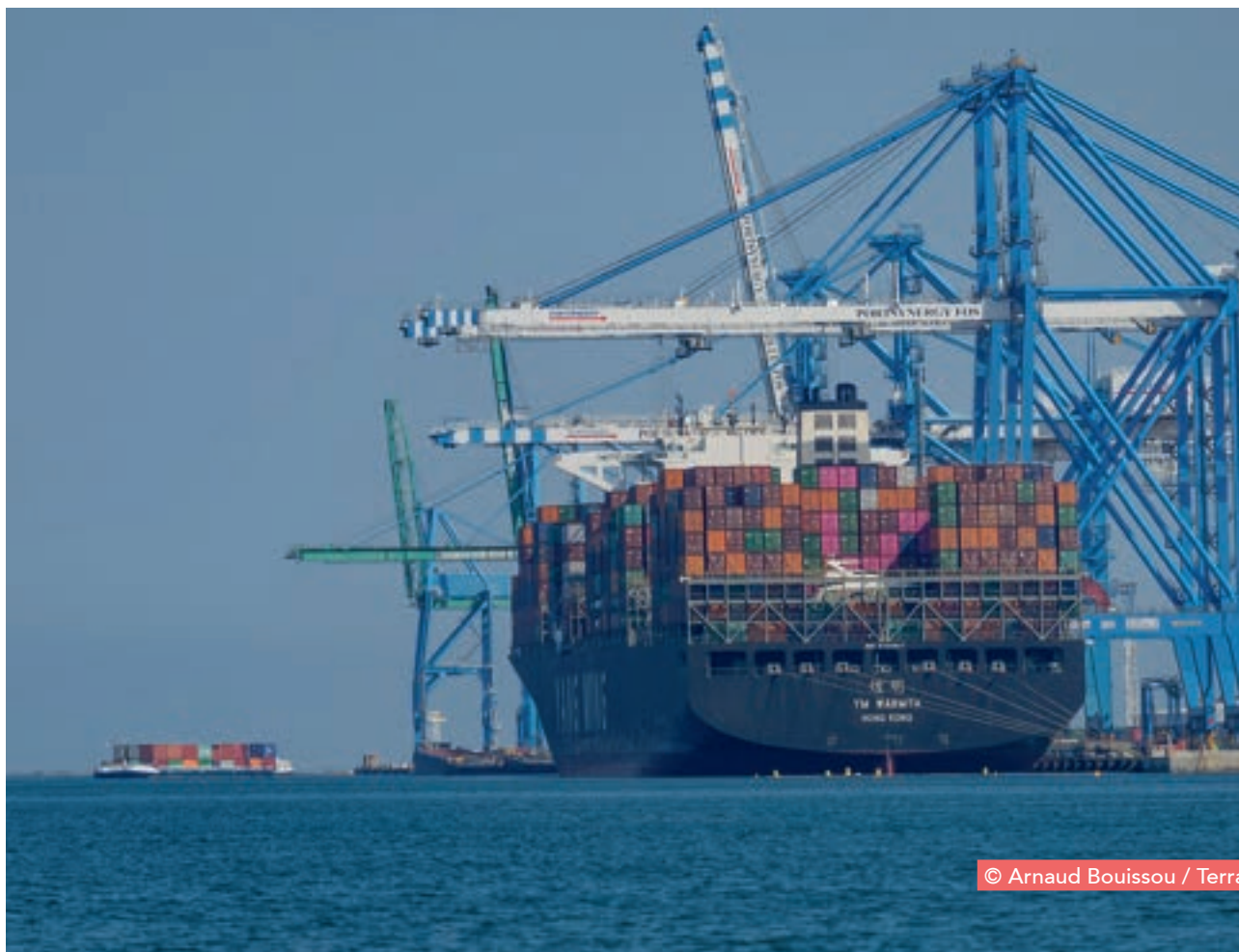
Cette nouvelle édition marque une étape importante pour notre événement. D'abord parce qu'elle assume pleinement l'élargissement du débat à l'ensemble des enjeux liés à l'économie circulaire. Ensuite parce qu'elle intervient à un moment de recomposition : nouveau cycle municipal, évolutions européennes majeures, préparation des échéances politiques de 2027, transformations industrielles profondes.

Face à ces mutations, notre responsabilité collective est de créer un espace de dialogue exigeant, ouvert et utile. Un espace où industriels, collectivités, pouvoirs publics, associations, experts et acteurs de terrain puissent confronter leurs visions, partager leurs contraintes et construire des trajectoires crédibles.

Depuis plus de trente ans, les Assises accompagnent les évolutions du secteur. L'élargissement récent de notre gouvernance et la forte dynamique d'adhésion que connaît aujourd'hui l'association témoignent d'une conviction largement partagée : ces sujets sont devenus stratégiques.

L'édition 2026 des Assises aura vocation à être plus que jamais le lieu où ces débats pourront être posés clairement, collectivement et sans détour.

Pierre-Yves Burlot
Président



2026, un moment charnière

Quand les déchets deviennent une question stratégique

Longtemps considérée comme une politique environnementale sectorielle, la gestion des déchets est progressivement devenue un sujet économique, industriel et géopolitique.

La succession des crises de ces dernières années a mis en lumière la vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement mondiales et la dépendance de l'Europe à certaines ressources stratégiques. Métaux critiques, plastiques, matériaux de construction, terres rares ou encore ressources énergétiques : l'accès aux matières premières est redevenu un enjeu de compétitivité et de souveraineté.

Dans ce contexte, les déchets apparaissent sous un jour nouveau. Ils ne constituent plus uniquement un coût à gérer ou un impact à réduire ; ils deviennent

une réserve de matières et d'énergie dont la valorisation conditionne une partie de la résilience économique des territoires et des filières industrielles.

Cette évolution modifie profondément le rôle de l'économie circulaire. L'enjeu n'est plus seulement de mieux traiter les déchets, mais de sécuriser des ressources, réduire certaines dépendances extérieures et renforcer les capacités industrielles locales.

Une nouvelle séquence politique et territoriale

L'édition 2026 intervient également dans un contexte institutionnel particulier.

Les élections municipales ont ouvert un nouveau cycle territorial au moment même où les collectivités doivent mettre en œuvre des responsabilités croissantes : généralisation du tri à la source

des biodéchets, adaptation des infrastructures, prévention des déchets, développement du réemploi ou encore lutte contre les dépôts illégaux.

Dans le même temps, les contraintes budgétaires pèsent fortement sur les capacités d'investissement des collectivités.

Comment poursuivre les transformations engagées? Quels arbitrages devront être rendus? Quels modèles économiques seront soutenables à long terme?

Ces questions seront au cœur des échanges des Assises 2026

« L'économie circulaire n'est plus une politique environnementale sectorielle mais un élément structurant de la compétitivité industrielle, de la résilience économique et de la sécurité d'approvisionnement en ressources. »

— Régine Engström, Directrice générale de la prévention des risques (DGPR) par interim

Une Europe en train de redéfinir les règles du jeu

Au niveau européen, plusieurs textes majeurs pourraient redessiner durablement le cadre d'action des filières.

Le futur *Circular Economy Act* ambitionne de faire de l'économie circulaire un pilier de la stratégie industrielle européenne. Aux côtés du *Clean Industrial Deal*, il ouvre de nouveaux débats sur l'incorporation de matières recyclées, la compétitivité des filières de recyclage, la circulation des matières secondaires ou encore la sécurisation des approvisionnements.

Pour les acteurs français, ces évolutions représentent à la fois des opportunités de développement et des défis d'adaptation considérables.

Les Assises 2026 offriront ainsi un espace privilégié pour décrypter ces transformations et anticiper leurs conséquences concrètes.



Unité de méthanisation
© AdobeStock

Souveraineté et économie circulaire

De la gestion des déchets à la gestion des ressources

L'économie circulaire est désormais au cœur des réflexions européennes sur la compétitivité industrielle.

La raison est simple : l'Europe reste fortement dépendante de ressources produites hors de son territoire alors même que les besoins augmentent sous l'effet des transitions énergétique, numérique et industrielle.

Batteries, équipements électroniques, infrastructures énergétiques ou mobilité décarbonée nécessitent des quantités croissantes de matériaux dont l'approvisionnement demeure fragile.

Dans ce contexte, le recyclage et la valorisation des déchets apparaissent comme des leviers stratégiques permettant de sécuriser une partie de ces ressources tout en réduisant l'empreinte environnementale des activités économiques.

Transformer les déchets en ressources industrielles

La question n'est plus uniquement de collecter et recycler davantage.

L'enjeu est désormais de construire de véritables filières industrielles capables de produire des matières recyclées de qualité, compétitives et disponibles en quantité suffisante.

Cette problématique traverse l'ensemble des secteurs représentés aux Assises :

- bâtiment et matériaux minéraux ;
- métaux ;
- plastiques ;
- équipements électriques et électroniques ;
- biodéchets ;
- combustibles et énergies issues des déchets.

Le défi est autant industriel qu'économique : sécuriser les gisements, développer les débouchés et garantir des investissements de long terme.

Les grands débats européens au cœur des Assises

Le *Circular Economy Act* constituera l'un des fils rouges de l'édition 2026.

Comme le rappelle la direction générale de la Prévention des risques, l'enjeu est désormais de faire émerger des filières européennes circulaires capables de contribuer à la sécurité d'approvisionnement du continent tout en renforçant sa compétitivité. Les discussions porteront notamment sur les matières premières critiques, les obligations d'incorporation de matières recyclées, la circulation des matières secondaires ou encore les mécanismes de soutien à la demande.

« Les déchets n'ont pas fini de révéler tout leur potentiel ! La France est devenue leader européen de la valorisation par méthanisation, produisant du gaz renouvelable et des engrais organiques, contribuant à notre souveraineté énergétique et alimentaire. »

— GRDF, partenaire des Assises



« Les Assises permettent de mettre autour de la table ceux qui produisent, ceux qui réglementent et ceux qui mettent en œuvre, et confronter les réalités. C'est ce qui permet de sortir des postures et de revenir à des questions concrètes. »

— Groupe SPHERE, partenaire des Assises

Entreprise Schweitzer - Plastique recyclé
© Arnaud Bouissou / Terra

Rôle des collectivités

Les territoires, laboratoire de l'économie circulaire

Si les grandes orientations se décident souvent à l'échelle nationale ou européenne, leur mise en œuvre repose très largement sur les territoires.

Collecte, tri, biodéchets, prévention, réemploi, planification des équipements ou accompagnement des citoyens : les collectivités sont en première ligne pour traduire les objectifs de l'économie circulaire en réalisations concrètes.

Elles constituent également un terrain privilégié d'innovation, capable de faire émerger des solutions adaptées aux réalités locales.

De nouvelles responsabilités dans un contexte contraint

L'entrée en vigueur de nouvelles obligations réglementaires s'accompagne de défis opérationnels majeurs.

La généralisation du tri à la source des biodéchets en constitue l'un des exemples les plus emblématiques. Malgré les progrès engagés, ceux-ci représentent encore près d'un tiers des ordures ménagères résiduelles selon l'ADEME.

Pour Sylvain Waserman, président de l'ADEME, l'enjeu n'est plus seulement de construire les dispositifs réglementaires mais d'atteindre une véritable excellence opérationnelle en mobilisant l'ensemble des acteurs et en favorisant l'appropriation citoyenne des dispositifs existants.

Faire de l'économie circulaire un projet territorial

Au-delà de la gestion des déchets, les collectivités cherchent aujourd'hui à développer des stratégies plus globales associant développement économique, sobriété des ressources, énergie et aménagement. Certaines initiatives illustrent déjà cette évolution.

En Mayenne, le projet Athena Recyclage contribue par exemple à structurer une filière locale de recyclage des plastiques complexes en combinant innovation indus-

trielle, ancrage territorial et création d'emplois. Pour l'Ademe, ce type de démarche démontre que l'économie circulaire peut devenir un levier de développement local autant qu'un outil de transition écologique.

Une plénière dédiée aux impulsions locales

Quelques mois après les élections municipales, les Assises donneront la parole aux élus, collectivités et opérateurs de terrain pour identifier les leviers susceptibles d'accélérer les dynamiques locales.

L'objectif sera d'interroger les priorités des nouveaux exécutifs, les conditions de financement des politiques publiques et les coopérations à développer pour faire émerger des modèles territoriaux plus résilients.

« Cette édition marque une étape importante : ces Assises changent de dimension. Elles réuniront près de 2 000 participants et plus de 70 exposants. C'est le signe qu'un cap est en train d'être franchi : elles deviennent aujourd'hui un véritable lieu de rencontres, de solutions et d'opportunités pour les acteurs économiques, industriels et territoriaux. En Pays de la Loire, nous avons choisi d'aborder ces enjeux avec pragmatisme : accompagner les collectivités, soutenir les investissements, aider les entreprises à accélérer leurs transitions et encourager les solutions concrètes. »

— Christelle Moranaïs, Présidente du Conseil Régional des Pays de la Loire

Entretien — Sylvain Waserman, Président de l'ADEME

Tri des biodéchets, recyclage des plastiques complexes, mobilisation des territoires : pour Sylvain Waserman, président de l'ADEME, l'économie circulaire entre dans une nouvelle phase. Après les grandes lois et la structuration des filières, l'enjeu est désormais clair : gagner en efficacité et embarquer les citoyens.

Le secteur de l'économie circulaire et de la gestion des déchets a connu une mutation profonde. Quel est selon vous l'enjeu majeur aujourd'hui ?

Nous sommes à un moment charnière. Réduire les quantités de déchets est un enjeu clef, tout autant que les traiter et les recycler. Et pourtant, le contenu de notre poubelle grise nous rappelle les progrès que nous avons encore à faire : 32 % des ordures ménagères résiduelles restent constituées de biodéchets, pourtant concernés par l'obligation faite aux collectivités de proposer une solution de tri à la source depuis 2024.

Les logiques de tri restent ainsi un axe de travail majeur. Il est donc nécessaire que les citoyens s'approprient ce sujet, avec un rôle à jouer par les éco-organismes, les élus locaux et l'État. Nous n'avons pas fini de mettre en œuvre la chaîne de l'économie circulaire, et il faut désormais aller un cran plus haut.

Les modèles qui réussissent sont aujourd'hui ceux qui savent s'adapter, mobiliser les territoires et développer l'intensité d'usage des matières premières, avec une seconde vie aux ressources, un allongement de la durabilité ou encore le réemploi.

Aujourd'hui, il faut viser l'excellence opérationnelle et faire progresser les modèles en place pour plus d'optimisation et plus d'efficacité dans une logique d'amélioration continue.

Quel rôle les territoires jouent-ils dans cette dynamique ?

Les territoires jouent un rôle essentiel pour faire comprendre à quel point les logiques circulaires sont vertueuses. Les circuits courts permettent de rendre



très concret l'impact du recyclage : influence directe de la qualité du tri sur le montant des impôts, utilisation des biodéchets pour des champs voisins ou pour générer de la chaleur. Ces dynamiques permettent d'aller naturellement encore plus loin que la réglementation.

J'ai récemment visité Athena Recyclage, en Mayenne, un centre de tri exemplaire qui vise à structurer une filière performante de recyclage des plastiques post-consommateur. Le projet démontre la faisabilité technique et économique du recyclage de plastiques complexes tout en produisant une matière recyclée de qualité, compétitive et locale.

Quel est selon vous l'intérêt des Assises ?

Les Assises de l'économie circulaire constituent un temps structurant de dialogue entre acteurs économiques et décideurs publics. Elles permettent de fédérer et de connecter l'ensemble des parties prenantes engagées, porteuses de solutions concrètes en matière d'économie circulaire. Elles offrent un cadre pour clarifier les priorités, partager une vision commune et fixer les objectifs qui orienteront l'action collective dans les années à venir.

Quand les déchets deviennent un sujet de société

Une nouvelle étape du débat public

Pendant longtemps, les politiques de gestion des déchets ont été principalement abordées sous l'angle technique : collecte, traitement, recyclage, performance des équipements ou conformité réglementaire. Aujourd'hui, les attentes de la société ont profondément évolué.

Les citoyens ne s'interrogent plus seulement sur le devenir de leurs déchets. Ils questionnent également leurs impacts sur la santé, sur l'environnement et sur leur cadre de vie. Cette évolution transforme progressivement les termes du débat public et conduit les acteurs du secteur à répondre à des exigences croissantes en matière de transparence, de traçabilité et de résultats.

Les enjeux liés aux déchets et à l'économie circulaire s'inscrivent désormais dans des préoccupations beaucoup plus larges : qualité de l'eau, préservation des ressources, pollution plastique, santé environnementale ou encore confiance dans les dispositifs de recyclage.

« Être partenaire des Assises, c'est prolonger ce travail de fond là où il prend tout son sens : dans le dialogue entre acteurs qui, ensemble, font bouger les lignes. »

— Ecominéro, partenaire des Assises

PFAS : un enjeu émergent devenu central

Les PFAS sont devenus l'un des sujets emblématiques des débats contemporains sur la santé environnementale.

Leur présence dans de nombreux usages du quotidien, leur persistance dans l'environnement et les interrogations qu'ils suscitent en matière de santé publique en font désormais un enjeu majeur pour les pouvoirs publics, les industriels, les collectivités et les citoyens.

Face à ces attentes croissantes, les Assises consacreront un atelier spécifique à cette question afin d'éclairer les enjeux scientifiques, réglementaires et opérationnels associés à leur prise en compte.

Le plastique, symbole d'un débat qui change de nature

Longtemps abordé principalement sous l'angle des déchets visibles dans l'environnement, le débat s'est progressivement déplacé vers des questions plus larges relatives à la consommation de ressources, au recyclage, à l'incorporation de matières recyclées et désormais aux impacts potentiels sur la santé humaine. Cette évolution explique la place importante accordée au sujet dans la programmation des Assises.

L'enjeu n'est plus seulement de réduire les déchets plastiques, mais d'identifier les solutions permettant de concilier usages indispensables, performance industrielle, réduction des impacts environnementaux et attentes croissantes de la société.

Les débats consacrés au plastique réuniront ainsi industriels, collectivités, associations et experts afin de confronter les diagnostics et d'identifier les leviers d'action les plus pertinents à horizon 2040.

De l'obligation de moyens à l'obligation de résultats

Cette évolution du regard citoyen conduit également à une attente accrue vis-à-vis des politiques publiques et des acteurs économiques.

Les objectifs affichés, les réglementations ou les engagements ne suffisent plus à eux seuls. Les citoyens souhaitent mesurer les résultats obtenus, comprendre les impacts réels des dispositifs déployés et disposer d'informations plus accessibles sur le devenir des déchets et des ressources.

Cette exigence de preuve constitue aujourd'hui l'un des principaux défis de l'économie circulaire. Pour les filières comme pour les collectivités, elle implique une amélioration continue des performances mais également une capacité renforcée à expliquer, démontrer et rendre compte.



« Pour notre fédération, il ne suffit plus de traiter les déchets mais de les réduire à la source, de penser leur récupération, réutilisation et recyclage dès la conception, d'évaluer les pollutions et les enjeux sanitaires associés, tant pour les humains que pour la nature, d'informer clairement les consommateur·ices et de les protéger contre les allégations trompeuses et le greenwashing.

La multiplication des crises géopolitiques, industrielles et climatiques génère un sentiment légitime de défiance et d'impuissance chez les citoyennes et les citoyens, amplifié par la réduction des espaces de concertation démocratique. Les dernières alertes sanitaires ont engendré une anxiété grandissante et justifiée dans l'ensemble de la population. Qu'il s'agisse du cadmium, des PFAS ou encore des microplastiques, les consommateurs et les consommatrices attendent de la puissance publique plus de protection, de transparence et de vigilance. »

— France Nature Environnement, association soutien des Assises

Prélèvement d'eau pour analyse
©Arnaud Bouissou / Terra

Les 4 plénières qui structureront les débats de 2026

1. *Circular Economy Act & Clean Industrial Deal*: quels enjeux pour la filière ?

L'Europe est en train de redéfinir les conditions de sa transition industrielle. Avec le futur *Circular Economy Act* et le *Clean Industrial Deal*, la Commission européenne entend simultanément renforcer la compétitivité de l'industrie européenne, sécuriser l'accès aux ressources stratégiques et accélérer le développement de l'économie circulaire.

Pour les acteurs français des déchets et de l'économie circulaire, les enjeux sont considérables. Ces nouvelles orientations pourraient influencer durablement les conditions d'investissement, l'intégration des matières recyclées dans les chaînes de valeur industrielles, la structuration des filières ou encore les exigences applicables aux producteurs.

Dans un contexte marqué par une concurrence internationale accrue et par la nécessité de réduire la dépendance européenne aux matières premières importées, l'économie circulaire apparaît de plus en plus comme un levier de souveraineté industrielle.

2. Présidentielle 2027 et après ?

À moins d'un an de l'élection présidentielle, les choix qui seront faits au cours du prochain quinquennat pèseront durablement sur les trajectoires industrielles, énergétiques et environnementales du pays.

La transition écologique entre dans une phase particulièrement exigeante. Les contraintes budgétaires se renforcent, les attentes citoyennes progressent, tandis que les enjeux de souveraineté industrielle, de décarbonation et de gestion des ressources deviennent de plus en plus stratégiques.

Quelle place l'économie circulaire occupera-t-elle dans les projets portés par les futurs candidats ?

Quels dispositifs devront être consolidés pour garantir la continuité des politiques engagées ? Comment maintenir une vision de long terme dans un contexte marqué par l'alternance démocratique et l'urgence des transformations à conduire ?

3. Nouveaux mandats : Quelles impulsions locales

Quelques mois après les élections municipales, les collectivités ouvrent un nouveau cycle d'action publique. Elles devront poursuivre la transformation des politiques déchets et économie circulaire dans un contexte marqué par des contraintes financières croissantes, de nouvelles obligations réglementaires et des attentes citoyennes toujours plus fortes.

Tri à la source des biodéchets, déploiement des filières REP, réemploi, recyclage, planification territoriale ou encore développement des filières locales : les collectivités demeurent les acteurs de proximité les plus directement engagés dans la mise en œuvre opérationnelle de l'économie circulaire.

Cette plénière permettra d'identifier les leviers qui permettent aujourd'hui aux territoires d'accélérer leur transition tout en maintenant un service public performant. Elle mettra en lumière des retours d'expérience concrets ainsi que les stratégies déployées pour renforcer la résilience des territoires face aux tensions sur les ressources.

4. Panorama et perspectives du réemploi et de la réutilisation en France

Le réemploi n'est plus un sujet émergent. Soutenu par les politiques publiques, porté par l'évolution des attentes des consommateurs et par la nécessité de préserver les ressources, il entre désormais dans une nouvelle phase de développement. La question n'est plus de démontrer son intérêt, mais d'identifier les conditions de son changement d'échelle.

Cette quatrième plénière dressera un panorama des dynamiques à l'œuvre en France et mettra en perspective les principaux défis qui restent à relever : structuration des filières, modèles économiques, industrialisation, coopération entre acteurs et évolution des usages. Elle offrira une lecture transversale des enjeux qui irrigueront l'ensemble du parcours consacré au réemploi et à la réutilisation.

Parcours 1

Mieux produire

Réinventer les modèles industriels à l'heure des tensions sur les ressources

Comment produire autrement dans un contexte de compétition mondiale accrue, de tensions sur les matières premières et d'exigences environnementales renforcées? Ce parcours explore les transformations qui redessinent les chaînes de valeur industrielles: intégration des matières recyclées, sécurisation des approvisionnements, évolution des filières REP et compétitivité des modèles circulaires.

SP1

Réforme de la filière bâtiment

Après plusieurs années de mise en œuvre, la filière REP bâtiment entre dans une phase de réajustement. Comment améliorer le tri, le réemploi et le recyclage des matériaux tout en préservant l'équilibre économique du dispositif?

SP2

Plastique: quelle stratégie d'ici 2040?

Entre objectifs climatiques, ambitions de recyclage et crise de la filière européenne, quel avenir pour le plastique? Un débat stratégique sur les choix à opérer pour construire une trajectoire crédible à horizon 2040.

SP3

Stratégie internationale: les matériaux critiques

Terres rares, métaux stratégiques, ressources indispensables à la transition énergétique: comment réduire la dépendance européenne et sécuriser les approvisionnements dans un contexte géopolitique de plus en plus tendu?

SP4

Compétitivité de l'économie circulaire

L'économie circulaire peut-elle rivaliser avec les modèles traditionnels? Cette séquence examinera les conditions nécessaires pour rendre les matières recyclées et les modèles circulaires économiquement attractifs et durables.

SP5

Quelles perspectives pour les énergies issues des déchets?

Méthanisation, valorisation énergétique, récupération de chaleur: quelle place pour les déchets dans la souveraineté énergétique des territoires et dans la décarbonation de l'économie?

SP6

REP: objectifs de moyens ou de résultats?

Alors que les filières REP mobilisent des moyens croissants, la question de leur efficacité réelle se pose avec davantage d'acuité. Faut-il faire évoluer leur gouvernance, leurs indicateurs et leurs objectifs?



© Damien Valente / Terra

Parcours 2

Mieux consommer

Faire évoluer les usages, les modèles économiques et les comportements

La transition vers une économie circulaire ne repose pas uniquement sur les technologies ou les infrastructures : elle dépend aussi de l'évolution des comportements de consommation. Réemploi, réparation, durabilité des produits, information des consommateurs ou encore nouvelles formes d'usage interrogent directement notre rapport aux ressources.

À mesure que les attentes citoyennes progressent et que les réglementations se renforcent, les entreprises, les collectivités et les filières doivent repenser leurs modèles pour accompagner ces évolutions. Ce parcours explorera les leviers permettant de concilier performance économique, sobriété des ressources et adhésion des consommateurs.

AT1

Information consommateur

Comment permettre aux consommateurs de faire des choix réellement éclairés dans un environnement saturé d'informations et de labels ? Un débat sur la transparence, la lisibilité et l'efficacité des outils d'information environnementale.

AT2

Écoconception et durabilité

L'écoconception est devenue une obligation pour de nombreuses filières. Où en sont réellement les producteurs et comment intégrer la durabilité dès la conception des produits ?

AT3

Nouveaux imaginaires et nouveaux modèles économiques

Sobriété, usage plutôt que possession, économie de la fonctionnalité : les modèles de consommation évoluent. Quels récits et quels modèles économiques permettront d'accélérer cette transformation ?

AT4

Quelle consigne ?

La consigne fait son retour dans le débat public, entre promesses environnementales et interrogations opérationnelles. Quels modèles peuvent réellement répondre aux objectifs de réduction des déchets et de circularité ?

AT5

Quel modèle pour la filière textile ?

Face à la crise du textile usagé et à l'essor de la fast fashion, la filière cherche un nouveau souffle. Comment construire un modèle économiquement viable et environnementalement soutenable ?

AT6

Quels leviers pour plus de réparation ?

Réparation et réemploi peinent encore à changer d'échelle. Quels freins restent à lever pour en faire des réflexes de consommation plutôt que des pratiques marginales ?



Envie Réparation
©Arnaud Bouissou / Terra

Parcours 3

Mieux anticiper l'avenir

Anticiper les risques, les réglementations et les mutations à venir

Les secteurs des déchets et de l'économie circulaire évoluent dans un environnement en transformation permanente. Nouvelles réglementations européennes, enjeux sanitaires émergents, exigences climatiques, tensions géopolitiques sur les ressources ou encore évolution des standards environnementaux : les acteurs du secteur doivent désormais composer avec des incertitudes nombreuses et parfois inédites.

Ce parcours proposera d'anticiper les grandes mutations qui façonneront les prochaines années. Son ambition est d'aider les décideurs publics et privés à mieux comprendre les évolutions en cours afin d'adapter leurs stratégies, leurs investissements et leurs modèles d'organisation.

AT7

Quel encadrement des terres polluées ?

La gestion des terres polluées devient un enjeu majeur pour l'aménagement et la préservation des ressources. Comment concilier sécurité sanitaire, réemploi des matériaux et développement des territoires ?

AT8

Imports / Exports : quelle souveraineté ?

L'Europe durcit progressivement ses règles sur les transferts de déchets. Comment réduire la dépendance aux exportations et renforcer les capacités de traitement et de recyclage sur le territoire ?

AT9

Rôle des maîtres d'ouvrage

Les choix réalisés dès la conception des projets conditionnent largement le réemploi, le recyclage et la traçabilité des matériaux. Comment mobiliser davantage les maîtres d'ouvrage dans cette transformation ?

AT10

PFAS

Devenus l'un des principaux sujets de préoccupation en matière de santé environnementale, les PFAS interrogent les modèles de gestion des déchets et de recyclage. Quelles solutions techniques et réglementaires pour répondre à cet enjeu émergent ?

AT11

BREF stockage

Les nouvelles exigences européennes applicables aux installations de stockage pourraient modifier durablement les pratiques du secteur. Quels impacts opérationnels, techniques et économiques pour les exploitants ?

AT12

Décarbonation et ETS

Le secteur des déchets est désormais pleinement concerné par les objectifs climatiques européens. Comment accélérer sa décarbonation tout en préservant sa compétitivité ?



Salle de contrôle Tredi-Salaize
© Seche

Mieux accompagner les territoires

Donner aux collectivités les moyens d'agir

Les collectivités occupent une place centrale dans la mise en œuvre concrète des politiques de prévention, de collecte, de tri, de réemploi et de valorisation des déchets. Elles sont également en première ligne pour répondre aux attentes des citoyens tout en composant avec des contraintes budgétaires croissantes et des responsabilités toujours plus nombreuses.

Dans un contexte marqué par l'ouverture d'un nouveau cycle municipal, ce parcours s'intéressera aux outils, aux moyens et aux stratégies permettant aux territoires d'accélérer leur transition. Planification, fiscalité, prévention, contrôle des pratiques illégales ou encore adaptation aux risques climatiques : autant de sujets qui conditionnent aujourd'hui la réussite des politiques locales d'économie circulaire.

AT13

Plans locaux de sobriété et écologie industrielle territoriale (EIT)

Comment organiser localement la sobriété des ressources et développer les synergies entre acteurs économiques ? Les territoires expérimentent de nouvelles approches pour réduire leur dépendance aux matières premières.

AT14

Aménagement du territoire : SRADDET

Les objectifs d'économie circulaire s'invitent désormais dans les stratégies régionales d'aménagement. Comment articuler planification territoriale, développement économique et gestion des ressources ?

AT15

Quels moyens pour lutter contre les pratiques illégales ?

Dépôts sauvages, trafics et filières non conformes continuent de fragiliser le secteur. Quels leviers pour renforcer les contrôles et améliorer l'efficacité des dispositifs existants ?

AT16

Fiscalité : TGAP et tarification incitative

La fiscalité peut-elle accélérer la transition sans devenir punitive ? Cet atelier interrogera l'efficacité des principaux outils fiscaux mobilisés dans la gestion des déchets.

AT17

Prévention et PLPDMA

La prévention reste le premier levier de réduction des déchets mais demeure difficile à mettre en œuvre. Comment rendre les programmes locaux plus efficaces et plus visibles ?

AT18

Accidentologie, adaptation climatique et risques assurantiels

Inondations, incendies, événements extrêmes : les risques climatiques rebattent les cartes. Comment adapter les infrastructures et sécuriser durablement les activités ?



© Finlan Aldan / unsplash

Mieux gérer au quotidien

Les solutions concrètes au plus près du terrain

Si les grandes orientations européennes et nationales fixent le cap, la transition se joue avant tout sur le terrain. Collecte des biodéchets, fonctionnement des déchèteries, valorisation de la matière organique, propreté urbaine ou gestion de nouveaux flux : les défis opérationnels restent nombreux pour les collectivités et les acteurs du secteur.

Ce parcours mettra en lumière des retours d'expérience, des innovations et des solutions concrètes déployées partout en France. Il permettra de partager les enseignements de terrain et d'identifier les leviers d'amélioration pour rendre les services plus performants, plus résilients et plus adaptés aux attentes des habitants.

AT19 Biodéchets

Deux ans après l'entrée en vigueur du tri à la source, où en sont réellement les collectivités ? Un état des lieux des résultats obtenus et des défis encore à relever.

AT20 Déchèteries

Les déchèteries voient leurs missions évoluer avec le développement du réemploi et des filières REP. À quoi ressemblera la déchèterie de demain ?

AT21 Retour sur la commande publique

La commande publique constitue un levier majeur pour développer l'économie circulaire. Quels résultats concrets et quels enseignements tirer des premières expérimentations ?

AT22 Retour au sol de la matière organique

Compost, digestat, amendements organiques : comment valoriser durablement la matière organique tout en garantissant la qualité des sols et la confiance des acteurs ?

AT23 Protoxyde d'azote

L'usage détourné du protoxyde d'azote crée de nouvelles problématiques pour les collectivités et les gestionnaires de déchets. Comment prévenir et gérer ce phénomène en expansion ?

AT24 Propreté urbaine

Face aux attentes croissantes des habitants, la propreté urbaine demeure un enjeu quotidien pour les collectivités. Quels outils et quelles organisations permettent d'améliorer durablement les résultats ?



Collecte de biodéchets
© DR / France Biodéchets

Parcours 6

Mieux déployer le réemploi

Faire du réemploi un modèle économique à grande échelle

Longtemps porté principalement par les acteurs de l'économie sociale et solidaire, le réemploi connaît aujourd'hui un changement de dimension. L'évolution du cadre réglementaire, les objectifs fixés aux filières REP, la raréfaction des ressources et les attentes croissantes des consommateurs conduisent désormais l'ensemble des acteurs économiques à intégrer ces nouveaux modèles dans leurs stratégies.

Mais le passage à l'échelle soulève encore de nombreuses questions : comment concevoir des produits adaptés à plusieurs vies ? Quels modèles économiques permettront d'assurer la viabilité des filières ? Comment convaincre les consommateurs, organiser les chaînes logistiques ou encore structurer des coopérations territoriales durables ? À travers six ateliers et une séance plénière de synthèse, ce parcours proposera une vision complète des défis techniques, économiques et organisationnels qui conditionnent l'essor du réemploi en France.

AT25

Les leviers d'écoconception pour la réemployabilité

Le développement du réemploi commence dès la conception des produits. Standardisation, démontabilité, durabilité ou traçabilité : comment faire de l'écoconception un véritable levier de coopération entre les filières et créer les conditions d'une réutilisation à grande échelle ?

AT26

Quelles équations économiques pour le réemploi ?

Le réemploi progresse, mais ses modèles économiques restent fragiles. Cet atelier analysera les conditions nécessaires pour concilier viabilité financière, performance environnementale et coopération durable entre les différents acteurs des filières.

AT27

Le consommateur, un acteur clé du réemploi

Le changement d'échelle ne dépend pas uniquement des entreprises ou des collectivités. Comment lever les freins liés aux usages, renforcer la confiance et favoriser l'adoption des pratiques de réemploi, de réparation et de réutilisation par les consommateurs ?

AT28

La nécessaire industrialisation du réemploi

L'avenir du réemploi passe par sa capacité à changer d'échelle sans perdre ses bénéfices environnementaux.

Standardisation, infrastructures, logistique, investissements, compétences : cet atelier explorera les conditions d'une véritable industrialisation des filières.

AT29

Stratégies d'achat et réemploi dans les entreprises

Les politiques achats deviennent un levier majeur de l'économie circulaire. Comment intégrer durablement des produits réemployés dans les stratégies d'approvisionnement tout en garantissant qualité, disponibilité et performance économique ?

AT30

Devenir des équipements de protection individuelle

Les EPI en fin de vie soulèvent des enjeux spécifiques de sécurité, de conformité et de valorisation. De l'écoconception à la fin de vie, comment passer de l'expérimentation à une véritable démarche d'économie circulaire pour concevoir des EPI à la fois performants, sûrs et davantage compatibles avec le réemploi et le recyclage ?



© SYdney / unsplash

PROGRAMME

des 19^e Assises nationales de l'économie circulaire



PREMIÈRE JOURNÉE | Mercredi 30 septembre 2026

9h30	Accueil des participants					
9h45-10h	Discours d'ouverture 📍 Auditorium					
10h-11h15	Plénière Circular Economy act & clean industrial deal : quels enjeux pour la filière ? 📍 Auditorium					
PARCOURS	Mieux produire 📍 Auditorium	Mieux consommer 📍 Salle 300	Mieux anticiper l'avenir 📍 Salle 150	Mieux accompagner les territoires 📍 Salle 60	Mieux gérer les déchets au quotidien 📍 Salle BC	Mieux déployer le réemploi 📍 Salle 120
11h15-12h30	SP1 Réforme de la filière bâtiment	AT1 Information consommateur	AT7 Quel encadrement des terres polluées ?	AT13 Sobriété et écologie Industrielle et Territoriale	AT19 Biodéchets : une ressource à booster	AT25 Leviers d'écoconception pour la réemployabilité
12h30-12h45	Keynote 📍 Auditorium					
12h45-13h45	Pause déjeuner					
13h45-15h15	SP2 Plastique, quelle stratégie d'ici 2040 ?	AT2 Écoconception, durabilité	AT8 Imports/exports, quelle souveraineté ?	AT14 Déchets et Économie circulaire : alliance Région-Territoires-Entreprises	AT20 Déchèteries : vers des centres de ressources	AT26 Dynamiques territoriales du réemploi
15h15-15h30	Keynote 📍 Auditorium					
15h30-16h	Pause					
16h-17h30	SP3 Stratégie internationale : les matériaux critiques	AT3 Nouveaux modèles économiques	AT9 Rôle des maîtres d'ouvrage	AT15 Pratiques illégales : du signalement au jugement	AT21 Retour sur la commande publique	AT27 La nécessaire industrialisation du réemploi
17h30-18h45	Plénière Présidentielles 2027 et après ? 📍 Auditorium					

PROGRAMME

des 19^e Assises nationales de l'économie circulaire



DEUXIÈME JOURNÉE | Jeudi 1^{er} octobre 2026

8h

Accueil des participants

Plénière

8h30-9h15

Nouveaux mandats : quelles impulsions locales ?

📍 Auditorium

9h15-9h40

Intervention Ministre

📍 Auditorium

PARCOURS	Mieux produire 📍 Auditorium	Mieux consommer 📍 Salle 300	Mieux anticiper l'avenir 📍 Salle 150	Mieux accompagner les territoires 📍 Salle 60	Mieux gérer les déchets au quotidien 📍 Salle BC	Mieux déployer le réemploi 📍 Salle 120
9h40-11h	SP4 Compétitivité de l'économie circulaire	AT4 Quelle consigne ?	AT10 Relever le défi PFAS	AT16 TGAP et tarifs incitatifs : outils de baisse des OMR	AT22 Retour au sol de la matière organique	AT28 Le consommateur, un acteur clé du réemploi
11h-11h30	Pause					
11h30-13h	SP5 Quelles perspectives pour les énergies issues de déchets ?	AT5 Quel modèle pour la filière textile ?	AT11 BREF stockage	AT17 PLPDMA : renouvellement, articulation des plans	AT23 Protoxyde d'azote	AT29 Quelles équations économiques pour le réemploi
13h-14h	Pause déjeuner					
14h-15h30	SP6 REP objectifs de moyen ou de résultat ?	AT6 Quels leviers pour plus de réparation ?	AT12 Décarbonation et ETS	AT18 Accidentalité, adaptation au changement climatique, risques assurantiels	AT24 Propreté de l'espace public	AT30 Devenir des équipements de protection individuelle

Plénière

15h30-16h45

Panorama et perspectives du réemploi et de la réutilisation en France

Clôture de l'édition 2026

📍 Auditorium

LES ASSISES EN CHIFFRES

19^e

édition

1991

date de la première édition

36

tables rondes

4

plénières

+100

stands

47

partenaires, membres actifs et amis

16

partenaires média

25

partenaires associatifs et académiques

Les hauts patronages du Président de la République et du Parlement européen traduisent la reconnaissance croissante des enjeux liés à la gestion des ressources et à l'économie circulaire dans les stratégies industrielles et environnementales européennes. Ils témoignent également de la volonté de placer les Assises au cœur des grands débats qui traversent aujourd'hui l'Europe : souveraineté industrielle, sécurité des approvisionnements en matières premières, transformation des modèles de production et transition écologique.



Demande d'accréditation
et d'informations

Contact Presse

Carmen Jérémie

carmen.jeremie@akkanto.fr

Tél: +33 (0)6 09 91 33 03

Informations pratiques

30 septembre et 1^{er} octobre 2026

Cité des Congrès de Nantes

Inscription

assises-dechets.org

Assises nationales des déchets

et de l'économie circulaire

5 rue Françoise Giroud – CS 16326

44263 NANTES CEDEX 2 – FRANCE

contact@assises-dechets.org

Tél.: +33 (0)2 72 74 79 24

assises-dechets.org

